

Art. 4. Pour l'application des articles 1, 2 et 3 du présent arrêté, il faut entendre par :

- revenus imposables nets d'une activité indépendante : les revenus acquis pendant l'année civile précédant l'année scolaire pendant laquelle le Ministre flamand compétent pour l'enseignement ou son délégué juge de la rémunération de la fonction d'enseignant en tant que fonction principale ou accessoire;
- minimum de l'échelle de traitement 501 : le minimum de ladite échelle de traitement en vigueur au mois de décembre de l'année civile précédant l'année scolaire pendant laquelle le Ministre flamand compétent pour l'enseignement ou son délégué juge de la rémunération de la fonction d'enseignant en tant que fonction principale ou accessoire;
- indice : l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année civile précédant l'année scolaire pendant laquelle le Ministre flamand compétent pour l'enseignement ou son délégué juge de la rémunération de la fonction d'enseignant en tant que fonction principale ou accessoire;
- frais professionnels établis forfaitairement : les frais professionnels qui, en vue de fixer le montant des revenus imposables nets des travailleurs, sont fiscalement déduits de leurs revenus pendant l'année civile précédant l'année scolaire dans laquelle il est décidé de l'application de la réglementation du cumul.

Art. 5. Il ne peut être décidé de l'application de la réglementation du cumul comme indépendant qu'à partir du 1er septembre suivant l'année pendant laquelle l'activité indépendante a été entamée. Jusqu'à cette date, le membre du personnel concerné est rémunéré du chef d'une fonction principale.

Art. 6. Aussi longtemps que le Ministre flamand compétent pour l'enseignement ou son délégué ne dispose pas des données définitives quant aux revenus imposables nets acquis de l'activité indépendante, le membre du personnel concerné est provisoirement rémunéré du chef d'une fonction principale.

Art. 7. La fonction d'enseignant est d'office rémunérée comme une fonction principale à partir du moment où le membre du personnel informe le Département de l'Enseignement du fait, qu'il n'exerce plus sa fonction d'enseignant en même temps qu'une activité indépendante.

A la demande du Département de l'Enseignement, l'intéressé doit produire, à cet effet, les pièces justificatives nécessaires.

Art. 8. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement ou son délégué déterminent les formalités que doivent remplir les membres du personnel désirant exercer une activité comme indépendant.

Lorsqu'un membre du personnel bénéficie du chef d'une activité indépendante, de revenus imposables bruts dont le montant est inférieur à F 500 000, il suffit qu'il en informe le Département de l'Enseignement.

A la demande du Département de l'Enseignement, l'intéressé doit produire, à cet effet, des pièces justificatives.

Art. 9. L'article 193, § 1er, du décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement-II produit ses effets à partir de l'année scolaire 1992-1993 et en ce qui concerne les nouvelles demandes de cumul comme indépendant à partir de cette année scolaire.

La Commission établie conformément à l'article 2 de la loi du 8 février 1974 modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, maintient sa compétence consultative pour la période précédant le 1er septembre 1992.

Elle maintient également sa compétence consultative en ce qui concerne les demandes de cumul des membres du personnel visés à l'article 11 du présent arrêté.

Art. 10. L'arrêté royal du 15 décembre 1978 portant exécution de l'article 77, § 5, deuxième alinéa, de la loi du 24 décembre 1978 relative aux propositions budgétaires 1978-1977 est abrogé.

Art. 11. § 1er. Le présent arrêté produit ses effets à partir de l'année scolaire 1992-1993 pour l'enseignement de plein exercice. Les dispositions de l'arrêté réduisant les droits de certains membres du personnel, entrent en vigueur, à l'égard de ces derniers, au 1er septembre 1993.

§ 2. Le présent arrêté produit ses effets à partir de l'année scolaire 1993-1994 pour l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.

Art. 12. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juillet 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 2323

30 SEPTEMBRE 1993

Décret portant certaines dispositions en matière de pensions de retraite des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Pour l'application du présent décret :

- 1° il y a lieu d'entendre par "agent" tout membre du personnel de la R.T.B.F. nommé à titre définitif;
- 2° font partie de la rémunération brute de l'agent, le traitement, l'allocation de foyer et de résidence l'indemnité de direction dans sa partie forfaitaire, l'indemnité d'intérim et l'allocation compensatoire.

(1) Voir note à la page suivante.

Art. 2. § 1er. Les agents âgés de cinquante-cinq ans au moins durant la période comprise entre le 15 novembre 1993 et le 31 décembre 1997 sont mis à la retraite durant cette même période à leur demande et à la date de leur choix.

La demande de l'agent revêt un caractère définitif et irrévocable. Elle doit être adressée à la R.T.B.F. sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception le 15 octobre 1993 au plus tard et indiquer le mois au terme duquel l'agent a choisi d'être mis à la retraite.

§ 2. Dans le cas où, en application du paragraphe 1er, la mise à la retraite intervient avant le soixantième anniversaire de l'agent, une pension mensuelle temporaire d'un montant égal à 75 p.c. de la rémunération brute du dernier mois d'activité lui est allouée jusqu'à l'âge de soixante ans.

§ 3. Au-delà du soixantième anniversaire de l'agent, la pension définitive lui est allouée.

Celle-ci est calculée sur la base de la rémunération brute du dernier mois d'activité de l'agent.

§ 4. La période comprise entre la prise de cours de la pension définitive visée au paragraphe 3 et le dernier jour du mois au cours duquel l'agent atteint l'âge de soixante-cinq ans est considérée comme service admissible pour le calcul de celle-ci.

En outre, si la mise à la retraite intervient avant le soixantième anniversaire de l'agent, la période au cours de laquelle il bénéficie de la pension temporaire est considérée comme service admissible pour le calcul de la pension définitive, sans qu'elle puisse être comptabilisée pour plus d'une année.

Art. 3. § 1er. Il est accordé un capital aux agents qui sont mis à la retraite en application de l'article 2.

§ 2. Si l'agent choisit d'être mis à la retraite dès la première année durant laquelle la pension peut lui être accordée :

1° le capital est de 600 000 francs si l'agent est âgé de moins de soixante et un ans;

2° le capital est de 575 000 francs si l'agent est âgé de moins de soixante-deux ans;

3° le capital est de 500 000 francs si l'agent est âgé de moins de soixante-trois ans;

4° le capital est de 400 000 francs si l'agent est âgé de moins de soixante-quatre ans;

5° le capital est de 250 000 francs si l'agent, tout en ayant dépassé l'âge de soixante-quatre ans, n'a pas atteint l'âge de soixante-cinq ans.

§ 3. Le capital visé au § 2 est payé à concurrence de 250 000 francs la première année, 150 000 francs la seconde année s'il est de 400 000 francs au moins, 100 000 francs la troisième année s'il est de 500 000 francs au moins, 75 000 francs la quatrième année s'il est de 575 000 francs au moins et 25 000 francs la cinquième année s'il est de 600 000 francs.

§ 4. Le capital est réduit du montant annuel correspondant à la ou les années précédentes selon que l'agent choisit d'être mis à la retraite à partir de la deuxième, la troisième ou la quatrième année suivant la première année durant laquelle la pension peut lui être accordée.

Toutefois, pour les agents âgés de cinquante-cinq à cinquante-sept ans au 31 décembre 1993, le capital n'est pas réduit si l'agent choisit d'être mis à la retraite au cours de l'année suivant la première année durant laquelle la pension peut lui être accordée.

Art. 4. § 1er. Qu'ils aient ou non exercé le droit qui leur est accordé par l'article 2 du présent décret, sont mis d'office à la retraite et admis à la pension les agents qui, durant la période comprise entre le 1er janvier 1994 et le 31 décembre 1997, réunissent les conditions suivantes :

1° être âgés de soixante ans au moins;

2° compter trente années de services effectifs ou assimilés au sens des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de pensions de retraite allouées aux agents définitifs de la R.T.B.F.

La mise à la retraite intervient le premier jour du mois qui suit l'accomplissement de ces deux conditions durant la période comprise entre le 1er janvier 1994 et le 31 décembre 1997.

§ 2. La période comprise entre la date de prise de cours de la pension visée au paragraphe 1er et le dernier jour du mois au cours duquel l'agent atteint l'âge de soixante-cinq ans est ajoutée à la carrière administrative de celui-ci pour le calcul de la pension.

§ 3. La pension visée au paragraphe 1er est calculée sur la base de la rémunération brute du dernier mois d'activité de l'agent.

Art. 5. Dans la mesure où il n'y est pas expressément dérogé par le présent décret, les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de pensions de retraite allouées aux agents définitifs de la R.T.B.F. sont applicables aux pensions allouées en vertu du présent décret.

Session 1992-1993.

Documents du Conseil. — N° 117, n° 1. Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion : Séance du 30 septembre 1993. — Adoption : Séance du 30 septembre 1993.

Art. 6. Pour l'application du présent décret, l'âge de soixante ans est considéré, durant la période comprise entre le 15 novembre 1993 et le 31 décembre 1997, comme l'âge normal auquel l'agent peut être mis à la retraite et admis à la pension sur la base de l'article 2 ou mis d'office à la retraite sur la base de l'article 4.

Art. 7. § 1er. Avant le 31 octobre 1993, le Conseil d'Administration de la R.T.B.F. évaluera l'impact des mesures visées aux articles 2 et 4 du présent décret en fonction des objectifs suivants :

1° réaliser une économie de 1 400 000 000 de francs durant la période comprise entre le 1er janvier 1993 et le 31 décembre 1997 par rapport à l'ensemble des charges figurant au budget de la R.T.B.F. au 31 décembre 1992, à l'exception de la rubrique 69 "affectation et reclassement";

2° réaliser une économie récurrente de 550 000 000 de francs à partir du 31 décembre 1997 par rapport à la masse salariale existante au 31 décembre 1992.

Le Conseil d'Administration consignera le résultat de cette évaluation dans le procès-verbal de sa réunion.

§ 2. Dans le cas où ces objectifs ne seraient pas atteints, l'âge de soixante ans mentionné dans l'article 4 sera remplacé par un autre âge qui sera fixé par le Gouvernement de la Communauté française avant le 15 novembre 1993, sans que cet âge puisse être inférieur à cinquante-huit ans.

Dans ce cas, la période comprise entre la prise de cours de la pension et le dernier jour du mois au cours duquel l'agent atteint l'âge de soixante-cinq ans est ajoutée à la carrière administrative de celui-ci sans pouvoir excéder cinq années.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 4 qui entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 septembre 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 2323

[Mac — 29479]

30 SEPTEMBER 1993

Decreet houdende sommige bepalingen in verband met de rustpensioenen van de ambtenaren van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)" (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet :

1° dient onder "ambtenaar" te worden verstaan, elk in vast dienstverband benoemd personeelslid van de R.T.B.F.;

2° maken deel uit van de brutobezoldiging van de ambtenaar, de wedde, de hard- en standplaatstoelage, de directievergoeding, wat haar forfaitair gedeelte betreft, de waarnemingsvergoeding en de compensatietoelage.

Zitting 1992-1993.

Stukken van de Raad. — Nr. 117, nr. 1. Ontwerp van decreet; nr. 2. Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking. Vergadering van 30 september 1993. — Aanneming. Vergadering van 30 september 1993.

Art. 2. § 1. De ambtenaren die ten minste vijftig jaar oud worden gedurende de periode die loopt vanaf 15 november 1993 tot 31 december 1997 worden in ruste gesteld gedurende diezelfde periode op hun aanvraag en op een door hen te kiezen datum.

De aanvraag heeft een definitief en onherroepelijk karakter. Ze moet aan de R.T.B.F. bij een ter post aangetekend schrijven met een ontvangstbewijs uiterlijk op 15 oktober 1993 worden gericht en de maand vermelden op het einde waarvan de ambtenaar in ruste wenst te worden gesteld.

§ 2. Wanneer, bij toepassing van de eerste paragraaf, de ambtenaar in ruste gesteld wordt voordat hij zestig jaar oud is geworden, wordt een tijdelijk maandelijks pensioen waarvan het bedrag gelijk is aan 75 pct. van de brutobezoldiging van de laatste activiteitsmaand hem toegekend tot de leeftijd van zestig jaar.

§ 3. Nadat de ambtenaar zestig jaar oud is geworden, wordt het definitief pensioen hem toegekend.

Dit pensioen wordt berekend op grond van de brutobezoldiging van de laatste activiteitsmaand van de ambtenaar.

§ 4. De periode die loopt tussen de dag waarop het in paragraaf 3 bedoelde definitieve pensioen van kracht wordt en de laatste dag van de maand waarin de ambtenaar vijftig jaar oud wordt, wordt beschouwd als een dienst die in aanmerking komt voor de berekening van dit pensioen.

Indien de ambtenaar bovendien in ruste gesteld wordt voordat hij zestig jaar oud is geworden, wordt de periode waarin hij het tijdelijk pensioen geniet, beschouwd als een dienst die in aanmerking komt voor de berekening van het definitief pensioen, waarbij zij niet voor meer dan één jaar in aanmerking kan komen.

Art. 3. § 1. Er wordt een kapitaal toegekend aan de ambtenaren die bij toepassing van artikel 2 in ruste worden gesteld.

§ 2. Indien de ambtenaar in ruste wenst te worden gesteld vanaf het eerste jaar waarin het pensioen hem kan worden toegekend :

- 1° is het kapitaal gelijk aan 600 000 frank indien de ambtenaar minder dan éenzestig jaar oud is;
- 2° is het kapitaal gelijk aan 575 000 frank indien de ambtenaar minder dan tweeënzestig jaar oud is;
- 3° is het kapitaal gelijk aan 500 000 frank indien de ambtenaar minder dan drieënzestig jaar oud is;
- 4° is het kapitaal gelijk aan 400 000 frank indien de ambtenaar minder dan vierënzestig jaar oud is;
- 5° is het kapitaal gelijk aan 250 000 frank indien de ambtenaar die, al is hij meer dan vierënzestig jaar oud geworden, nog niet de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt.

§ 3. Het in § 2 bedoelde kapitaal wordt uitbetaald in twee schijven van 250 000 frank in het eerste jaar en 150 000 frank in het tweede jaar, indien het ten minste 400 000 frank bedraagt, 100 000 frank in het derde jaar indien het ten minste 500 000 frank bedraagt, 75 000 frank in het vierde jaar indien het ten minste 575 000 frank bedraagt, en 25 000 frank in het vijfde jaar indien het 600 000 frank bedraagt.

§ 4. Het kapitaal wordt verminderd met het jaarlijks bedrag dat overeenstemt met het vorige jaar of de vorige jaren, naargelang de ambtenaar in ruste wenst te worden gesteld vanaf het tweede, het derde of het vierde jaar volgend op het eerste jaar gedurende hetwelk het pensioen hem kan worden toegekend.

Voor de ambtenaren die op 31 december 1993 tussen vijftig en zevenenvijftig jaar oud zijn, wordt het kapitaal echter niet verminderd indien de ambtenaar in ruste wenst te worden gesteld in de loop van het jaar volgend op het eerste jaar gedurende hetwelk het pensioen hem kan worden toegekend.

Art. 4. § 1. Of zij het hun bij artikel 2 van dit decreet toegekende recht al dan niet hebben uitgeoefend, worden van rechtswege in ruste gesteld en genieten het pensioen, de ambtenaren die, gedurende de periode die tussen 1 januari 1994 en 31 december 1997 loopt, de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° ten minste zestig jaar oud zijn;
- 2° dertig jaar werkelijke diensten of daarmee gelijkgestelde diensten hebben verricht in de zin van de wets- en verordeningsbepalingen die van toepassing zijn inzake rustpensioenen toegekend aan de ambtenaren van de R.T.B.F.

De inruststelling geschiedt op de eerste dag van de maand volgend op de vervulling van die twee voorwaarden gedurende de periode die loopt tussen 1 januari 1994 en 31 december 1997.

§ 2. De periode die loopt tussen de dag waarop het in paragraaf 1 bedoelde pensioen van kracht wordt en de laatste dag van de maand gedurende welke de ambtenaar de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt, wordt opgeteld bij de administratieve loopbaan van deze voor de berekening van het pensioen.

§ 3. Het in paragraaf 1 bedoeld pensioen wordt berekend op grond van de brutobezoldiging van de laatste activiteitsmaand van de ambtenaar.

Art. 5. Voor zover dit decreet niet uitdrukkelijk daarvan afwijkt, zijn de wets- en verordeningsbepalingen die van toepassing zijn inzake rustpensioenen toegekend aan de ambtenaren van de R.T.B.F. toepasselijk op de pensioenen die krachtens dit decreet worden toegekend.

Art. 6. Voor de toepassing van dit decreet, wordt de leeftijd van zestig jaar, gedurende de periode die loopt van 15 november 1993 tot 31 december 1997, beschouwd als de normale leeftijd waarop de ambtenaar in ruste kan worden gesteld en het pensioen kan genieten op grond van artikel 2, of waarop hij van ambtswege in ruste kan worden gesteld op grond van artikel 4.

Art. 7. § 1. Vóór 31 oktober 1993, zal de raad van bestuur van de R.T.B.F. de uitwerking van de in de artikelen 2 en 4 van dit decreet bedoelde maatregelen evalueren op grond van de volgende doelstellingen :

1° een bezuiniging van 1 400 000 000 frank gedurende de periode die loopt tussen 1 januari 1993 en 31 december 1997 ten opzichte van de gehele lasten die in de begroting van de R.T.B.F. op 31 december 1992 voorkomen, met uitzondering van de rubriek 69 "bestemming en reclassering";

2° een herhaalde bezuiniging van 550 000 000 frank vanaf 31 december 1997 ten opzichte van de loonmassa die op 31 december 1992 bestond.

De raad van bestuur deelt het resultaat van die evaluatie in de notulen van zijn vergadering mede.

§ 2. Zouden die doelstellingen niet worden bereikt, dan zou de leeftijd van zestig jaar vermeld in artikel 4 worden vervangen door een andere leeftijd, die door de Regering van de Franse Gemeenschap vóór 15 november 1993 zou worden vastgesteld, waarbij die leeftijd niet lager dan achtentwintig jaar zou kunnen zijn.

In dit geval wordt de periode die loopt tussen de dag waarop het pensioen van kracht wordt en de laatste dag van de maand gedurende welke de ambtenaar zestig jaar oud wordt, opgeteld bij de administratieve loopbaan van deze, maar mag niet langer dan vijf jaar zijn.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 4, dat op 1 januari 1994 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 september 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS.

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 93 — 2324

22. JUNI 1993. — Erlaß der Exekutive zur Festlegung der spezifischen Aufgaben, für die die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge Personal unter Arbeitsvertrag einstellen kann

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli und 18. Juli 1990;

Aufgrund des Dekretes vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. November 1991 zur Festlegung der auf das Personal der Exekutiven und der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. November 1992 in Ausführung für die Deutschsprachige Gemeinschaft des Artikels 62, § 1, des Königlichen Erlasses vom 22. November 1991 zur Festlegung der auf das Personal der Exekutiven und der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 24. Februar 1992 zur Festlegung des Stellenplans für das Personal der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge;

Aufgrund des günstigen Gutachtens der Finanzinspektion vom 9. Juni 1993;

Aufgrund des Einverständnisses des Vorsitzenden, zuständig für den Haushalt und das Personal vom 16. September 1993;